

A Bruxelles, un réquisitoire contre le lobbying auprès des Etats de l'Union

Un think tank s'est penché sur le rôle des consultants auprès des gouvernements

BRUXELLES - bureau européen

C'est un rapport très détaillé qui ne fera plaisir à personne. Ni aux responsables des institutions européennes, ni aux citoyens qui croient encore en la possibilité d'une Union démocratique, ni aux « représentations permanentes » des Etats membres, ces ambassades qui participent à l'élaboration des politiques et des législations de l'Union.

Le document publié mercredi 6 février par le think tank bruxellois Corporate Europe observatory (CEO) est un nouveau réquisitoire contre l'influence des innombrables lobbys à Bruxelles. On savait leur rôle à la Commission et au Parlement, qui ont ébauché quelques règles – visiblement insuffisantes – de transparence, on connaît moins la fonction des consultants, groupes d'intérêts et autres agents d'influence auprès du troisième pilier institutionnel, le Conseil. Le lieu où les gouvernements approuvent, en dernière instance, toutes les lois de l'UE.

Intitulé très explicitement « Etats capturés, les gouvernements nationaux, défenseurs des intérêts privés au sein de l'Union », le document s'attache à démontrer qu'« au lieu d'agir pour l'intérêt public de leurs propres citoyens et de ceux de l'UE tout entière, les Etats sont deve-

nus des véhicules de l'influence des multinationales ».

Bénéficiant de données consécutives à l'instauration de quelques règles obligatoires de transparence, l'ONG dresse un constat sans doute incomplet, quatre représentations permanentes seulement (celles de la Finlande, de l'Irlande, des Pays-Bas et de la Roumanie) ayant accepté de divulguer la nature de leurs rendez-vous avec des lobbyistes. Les enseignements de l'étude sont, en tout cas, que les intérêts privés – multinationales, associations professionnelles, grands secteurs – se font plus que jamais entendre. « Au détriment de la démocratie et de l'intérêt public, et la situation tend à empirer », relève CEO.

Des cibles de choix

Le lobbying de haut niveau cible le sommet de la pyramide : décideurs politiques et hauts fonctionnaires auxquels, notamment, la Table ronde des industriels européens (55 grands patrons), le Forum européen des services ou le Groupe Magritte – il regroupe les principaux acteurs de l'énergie – ont un accès privilégié. Il leur arrive de dîner avec des chefs d'Etat.

Les firmes de lobbying proposent aussi des services spécifiques aux acteurs qui souhaitent influencer les gouvernements avec, entre autres, l'organisation de forums. Les innombrables et très opaques comités de l'UE offrent,

la possibilité d'un accès aux technocrates spécialisés. Enfin, les présidences « tournantes » (semestrielles) de l'Union sont, elles aussi, des cibles de choix. D'autant que, souvent, des grandes entreprises les parrainent.

En 2016, des industriels ont pu imposer, durant la présidence des Pays-Bas, le « principe d'innovation », censé saper le principe de précaution au moment de la prise de décision. « Ces présidences sont une opportunité pour un gouvernement de se faire le champion actif d'un projet, d'un dossier, d'un secteur national », notent les auteurs. La récente présidence autrichienne a organisé un événement dans les locaux mêmes du sidérurgiste Voestalpine.

L'intense activité d'acteurs nationaux auprès de « leurs » décideurs à Bruxelles explique, elle, comment l'intérêt de certains secteurs est confondu avec l'intérêt européen. L'influence du secteur automobile allemand, de l'industrie charbonnière polonaise ou du secteur des télécoms espagnol sur leurs gouvernements respectifs n'est plus à démontrer. Pas plus que celle de la City de Londres, qui a freiné de nombreux projets de régulation.

Le rapport met encore en évidence, du côté de la Commission cette fois, la grande proximité entre certains commissaires et les intérêts privés de leur pays. L'Allemand Günther Oettinger (bud-

get) a reçu jusqu'ici 65 lobbys, dont 35 allemands, avec en tête Deutsche Telekom et l'association de l'industrie automobile. Sur les 264 contacts recensés de l'Espagnol Miguel Arias Canete (environnement), près de 40 % concernaient son pays avec, en tête, des firmes énergétiques. Et la Danoise Margrethe Vestager (concurrence) a reçu 24 représentants venus de Copenhague pour un total de 59 rencontres.

Enfin, les données disponibles indiquent que les intérêts privés trustent une large majorité des rendez-vous acceptés par les représentations permanentes. Le Medef organise, pour 400 euros, des journées à Bruxelles, incluant un accès privilégié à la « RP », la représentation permanente de la France. Le rapport épingle Paris qui aurait cédé aux pressions du lobby de la finance – Fédération bancaire, Société générale, Paris Europlace... – et du Medef pour geler le projet de taxe sur les transactions financières.

Le système des « portes tournantes », qui entraîne le passage du public au privé de décideurs de premier plan, avec un risque de conflits d'intérêts, est également critiqué. CEO cite l'ancien représentant permanent français Pierre Sellal, embauché par un cabinet d'affaires parisien après avoir séjourné plus de dix ans à Bruxelles. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS